

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/BOP/R/22**

3 mars 1997

(97-0871)

---

## **Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements**

### RAPPORT SUR LES CONSULTATIONS AVEC L'INDE

1. Le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements de l'OMC a repris ses consultations avec l'Inde les 20 et 21 janvier 1997, sous la présidence de M. P. Witt (Allemagne) et conformément au mandat du Comité, en application du paragraphe 12 b) de l'article XVIII:B du GATT de 1994 et du Mémoire d'accord de l'OMC sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements. Le Fonds monétaire international était invité à y participer, conformément à l'article XV:2 du GATT de 1994.

2. Le Comité disposait des documents suivants:

|  |   |
|--|---|
| Document de base présenté par l'Inde                                   | WT/BOP/16   |
| Document de base établi par le Secrétariat                             | WT/BOP/W/11   |
| Additif au document de base  | WT/BOP/W/11/Add.1   |
| Rapport sur les consultations avec l'Inde                              | WT/BOP/R/11   |
| Notification de l'Inde au titre du paragraphe 9<br>du Mémoire d'accord | WT/BOP/N/11 et Corr.1   |
| FMI  | <u>Recent Economic Developments</u> , Inde, 15 octobre 1996<br><u>Selected Issues</u> , Inde, 17 octobre 1996 |

#### Exposé introductif du représentant de l'Inde

3. L'exposé introductif du représentant de l'Inde est reproduit à l'annexe I.

#### Déclaration du représentant du Fonds monétaire international

4. La déclaration du représentant du Fonds monétaire international est reproduite à l'annexe II.

#### Débat du Comité

5. Les membres se sont félicités des efforts faits par le gouvernement indien pour poursuivre la mise en oeuvre des réformes économiques. Ils pensaient, comme l'Inde, qu'il fallait poursuivre le processus afin d'en assurer le succès à long terme. Ils ont remercié l'Inde pour la notification détaillée des restrictions qu'elle appliquait, présentée dans le document WT/BOP/N/11 et Corr.1, conformément à l'engagement qu'elle avait pris à la réunion de décembre 1995 du Comité.

6. Certains membres ont estimé que l'Inde n'avait pas de problème de balance des paiements, relevant qu'il n'y avait pas de menace d'une baisse importante de ses réserves monétaires et que celles-ci n'étaient pas insuffisantes, si bien que les conditions énoncées à l'article XVIII:9 n'étaient pas remplies. Tout en admettant que chaque pays devait surveiller sa position extérieure, ils ont fait observer que les réserves se situaient à un niveau confortable (cinq mois d'importations), comme l'indiquait le gouvernement indien dans son document (WT/BOP/16, paragraphe 44). Ils ont ajouté que, depuis le début du processus de réforme en 1991, les exportations avaient notablement augmenté, le déficit courant avait diminué et la situation de la balance des paiements s'était améliorée de façon durable. En outre, le taux d'inflation avait considérablement diminué et le flux des investissements étrangers directs était passé de 150 millions de dollars EU à 2 milliards de dollars EU. Ils ont souscrit à l'opinion du FMI selon laquelle le déficit de la balance des paiements ne compromettait pas la viabilité extérieure de l'Inde et la situation extérieure pouvait être maîtrisée au moyen d'instruments de politique macro-économique. A leur avis, l'Inde devait cesser de se prévaloir des dispositions relatives à la balance des paiements. Un des membres a rappelé qu'il serait toujours possible d'invoquer à nouveau ces dispositions si les circonstances le justifiaient.

7. D'autres membres pensaient que, malgré la remarquable amélioration de la situation de la balance des paiements, l'Inde devait rester prudente dans la gestion de ses comptes extérieurs en raison des pressions exercées sur la balance des paiements par le déficit budgétaire qui était toujours de l'ordre de 9 pour cent du PIB. Ils ont appelé l'attention sur le poids des composantes instables de la balance des paiements (transferts privés, dettes à court terme et investissements de portefeuille), la volatilité des flux de capitaux, le fait que le ratio d'endettement restait élevé, le ralentissement de la croissance des exportations et le gonflement des importations pétrolières, facteurs qui pouvaient fragiliser la balance des paiements. A leur avis, l'Inde pouvait continuer de se prévaloir de l'article XVIII:B du GATT de 1994 et du Mémorandum d'accord connexe.

8. En réponse aux questions posées par un membre, qui a mis l'accent sur le renforcement de la balance des paiements et des réserves de l'Inde en 1996, le représentant du FMI a dit que, d'après l'analyse du Fonds:

- i) il n'y avait pas eu de baisse importante des réserves de change de l'Inde au cours de l'année écoulée. Entre la fin mars 1996 et la fin décembre 1996, ces réserves avaient augmenté de 2,7 milliards de dollars et, rapportées aux importations, elles étaient restées à peu près constantes (environ cinq mois d'importations);
- ii) le niveau des réserves (19,8 milliards de dollars EU) paraissait confortable compte tenu du niveau des importations et de l'encours de la dette à court terme (5 milliards de dollars) et ne pouvait pas être considéré comme insuffisant ou très faible; si elle continuait d'appliquer une politique macro-économique prudente, l'Inde devrait être capable de s'acquitter de tous ses paiements extérieurs sans difficulté et de faire face aux effets d'un éventuel choc extérieur sans trop de perturbations;
- iii) l'Inde n'était pas menacée d'une baisse importante de ses réserves monétaires; au contraire, sauf imprévu majeur, ses réserves devraient continuer d'augmenter en 1997 et à moyen terme, et la balance des paiements devrait évoluer favorablement grâce à la forte diminution des paiements au titre de l'amortissement des financements exceptionnels obtenus pour faire face à la crise de 1990/91. Le déficit des transactions courantes pourrait se creuser en raison d'une accélération des importations de biens d'équipement, mais il devrait pouvoir être financé sans difficulté par l'accroissement des entrées de capitaux privés;

- iv) les restrictions quantitatives actuellement appliquées par l'Inde n'étaient pas nécessaires pour assurer une progression suffisante des réserves; au contraire, la suppression de ces restrictions, associée à d'autres mesures, devrait permettre de renforcer la position extérieure à moyen terme et de réduire les distorsions influant sur l'allocation des investissements et faciliter l'édification d'une industrie de biens de consommation efficace;
- v) le remplacement des restrictions quantitatives par des droits de douane modérés contribuerait à la stabilité et à l'efficacité économique en fournissant des recettes qui pourraient être employées pour réduire le déficit, puisque cela permettrait au gouvernement de s'approprier les rentes actuellement accaparées par les agents qui parviennent à obtenir des licences d'importation ou qui importent des marchandises illégalement. A long terme l'Inde devrait chercher à ramener ses droits de douane à un niveau proche de la moyenne internationale, mais dans l'immédiat le remplacement des restrictions quantitatives par des droits de douane devrait être bénéfique pour les recettes publiques.

9. Les membres ont pris acte du fait que les restrictions avaient été progressivement assouplies à mesure que la situation de la balance des paiements s'améliorait. Certains d'entre eux ont proposé que l'Inde lève immédiatement ses restrictions quantitatives, puisqu'elles n'étaient plus justifiées par la situation de la balance des paiements. D'autres l'ont encouragée à les éliminer aussi rapidement que possible et à les remplacer par un régime fondé sur les droits de douane. Ils ont rappelé au Comité que les restrictions appliquées à des fins de balance des paiements étaient censées être des mesures temporaires et que dans le cas de l'Inde elles étaient restées en vigueur trop longtemps. D'autres membres, félicitant l'Inde pour les mesures de libéralisation du commerce extérieur déjà appliquées, ont dit qu'ils comprenaient sa crainte qu'une levée hâtive des restrictions ne compromette la stabilité de la balance des paiements et de l'économie.

#### Réponse du représentant de l'Inde

10. Le représentant de l'Inde a déclaré que, même si la situation globale de la balance des paiements s'était améliorée, on ne pouvait pas encore la considérer comme solide et la prudence et un suivi attentif restaient nécessaires. Outre que le niveau des réserves avait baissé durant l'exercice budgétaire 1995/96, entre octobre 1995 et février 1996 la roupie avait perdu 23 pour cent de sa valeur extérieure, ce qui renchérisait les importations. En 1995, les investissements de portefeuille n'avaient totalisé que 1,2 milliard de dollars, contre 2,2 milliards de dollars en 1994, et durant la deuxième moitié de 1996 l'indice boursier avait perdu 25 à 30 pour cent. Le prix du pétrole brut, qui représentait un quart des importations de l'Inde, avait sensiblement augmenté et le ratio d'endettement et le ratio du service de la dette (par rapport aux exportations) étaient excessifs. En outre, les autorités ne parvenaient pas à réduire le déficit budgétaire, l'épargne intérieure restait insuffisante pour financer les investissements, l'inflation commençait à augmenter et la croissance des importations avait été irrégulière ces derniers mois.

11. Dans ces conditions, l'intervenant a dit qu'une levée hâtive des restrictions quantitatives risquait de compromettre la stabilité économique et le processus de réforme. Il a cité la disposition de l'article XVIII:9 qui permettait d'appliquer des restrictions à des fins de balance des paiements "en vue de sauvegarder sa situation financière extérieure et d'assurer un niveau de réserves suffisant pour l'exécution [du] programme de développement économique". Il a rappelé que l'Inde avait régulièrement tenu des consultations avec le Comité et avait donné suite à ses recommandations, et que jusqu'en 1995 le Comité n'avait pas jugé que la situation de la balance des paiements justifiait qu'il recommande la levée des restrictions. L'Inde avait progressivement assoupli les restrictions depuis le début du programme de réforme lancé en 1991, à mesure que la situation s'améliorait, et avait bien l'intention

de renoncer aux restrictions quantitatives appliquées à des fins de balance des paiements. Le représentant a établi un parallèle avec la situation de la Corée qui avait proposé en 1989 un programme d'élimination en trois étapes échelonnées sur sept ans. Le gouvernement indien avait l'intention de réduire progressivement les droits de douane et la capacité de supprimer les restrictions quantitatives dépendrait du degré de flexibilité et d'autonomie qu'il pourrait conserver en ce qui concerne la structure des droits de douane.

12. Après l'examen des conclusions, un membre a demandé à l'Inde dans quel délai elle pensait pouvoir adopter la nouvelle politique et l'a engagée à consulter ses partenaires commerciaux pour faire en sorte que les intérêts des Membres de l'OMC soient dûment pris en considération de façon équilibrée. En outre, il a demandé que les détails du plan d'élimination des restrictions soient mis à la disposition des Membres bien avant la réunion qu'il était prévu de tenir durant la première semaine de juin 1997 pour conclure les consultations.

13. Le représentant de l'Inde a répondu que les délégations étaient cordialement invitées à consulter son gouvernement sur les différents éléments du plan. Il a rappelé que la Politique d'exportation et d'importation serait en principe publiée à la fin mars et confirmé que, conformément à l'usage, le plan d'élimination des restrictions serait distribué au Comité trois semaines avant la réunion de juin.

#### Conclusions

14. A la reprise de ses consultations avec l'Inde, le Comité a pris note de l'évolution positive de la situation économique du pays depuis 1995. Il s'est félicité du fait que les autorités indiennes restaient attachées à la poursuite de la réforme économique et de la libéralisation et a pris note de l'élimination progressive des restrictions quantitatives notifiées au titre de l'article XVIII:B.

15. Le Comité a pris note de la déclaration du FMI selon laquelle les réserves monétaires de l'Inde n'étaient pas insuffisantes et il n'y avait pas de menace d'une baisse importante de ses réserves. La délégation indienne a rappelé que la balance des paiements devait être surveillée de près et qu'une levée hâtive des restrictions quantitatives notifiées au titre de l'article XVIII:B risquait de compromettre la stabilité de l'économie indienne et le processus de réformes.

16. Compte tenu des discussions en cours, le Comité est convenu de reprendre la consultation dans la semaine du 2 juin 1997. L'objet de cette réunion serait d'examiner un plan d'élimination des mesures notifiées au titre de l'article XVIII:B que le Comité a invité l'Inde à présenter, et de conclure les consultations conformément à toutes les dispositions pertinentes de l'OMC relatives à la balance des paiements. Dans l'élaboration de ce plan, l'Inde tiendra dûment compte des intérêts des Membres de l'OMC, de façon équilibrée.

## ANNEXE I

### Déclaration du représentant de l'Inde

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je suis heureux de me trouver ici pour cette importante réunion du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements afin d'y formuler des observations liminaires au nom du gouvernement indien.

Vous avez à votre disposition tous les documents pertinents, à savoir le document de base fourni par l'Inde au Comité, le document de base du Secrétariat et le rapport du FMI. Ces documents donnent une description objective de la situation commerciale et économique de l'Inde. Comme à l'accoutumée, le FMI et le Secrétariat ont établi d'excellents rapports et je les en remercie.

Comme vous le savez, depuis la dernière réunion du Comité, l'Inde a tenu ses onzièmes élections générales et un gouvernement de coalition est entré en fonctions au niveau central il y a quelques mois. Néanmoins, l'orientation générale de la politique de réforme économique et de libéralisation n'a pas varié. La continuité du processus de réformes est due en grande partie au consensus suscité par la libéralisation. Les documents qui ont été communiqués au Comité détaillent les diverses mesures prises jusqu'à présent.

D'importantes réformes structurelles ont été mises en oeuvre depuis 1991. La déréglementation interne et la libéralisation externe, notamment dans le domaine de l'investissement étranger, sont les deux grands axes de ces mesures. La réglementation du marché intérieur des capitaux, y compris sur le plan prudentiel, a été rationalisée et renforcée. Des dépositaires centralisés permettant de dématérialiser le commerce des titres ont commencé à fonctionner et cela devrait avoir à moyen terme un impact positif sur les investissements de portefeuille des investisseurs institutionnels étrangers. Un assouplissement progressif des normes applicables aux prises de participation et au rapatriement des dividendes a été annoncé et mis en oeuvre depuis 1991. La récente restructuration de l'Office de promotion de l'investissement étranger, permettant une approbation accélérée, et la création du Conseil de promotion de l'investissement étranger ont pour but de stimuler les investissements étrangers directs en Inde. Ces mesures ont produit d'importants résultats en termes d'investissement, de création d'emplois et d'accélération de la croissance. La réforme se poursuit et le gouvernement s'emploie à mettre en oeuvre des mesures qui permettront au pays d'obtenir durablement un taux de croissance de l'ordre de 7 pour cent par an.

Les réactions de l'économie indienne aux mesures de réforme et de stabilisation prises depuis 1991/92 ont été très positives. Le taux de croissance, qui n'était que de 0,8 pour cent en 1991/92, a atteint environ 5 pour cent les deux années suivantes et a encore augmenté jusqu'à 6,3 pour cent en 1994/95 et 6,6 pour cent en 1995/96. Le taux d'inflation, mesuré en fin de période, est tombé de 13,6 pour cent en 1991/92 à 5 pour cent en 1995/96. Des progrès continus ont été réalisés en matière de création d'emplois et de réduction de la pauvreté.

La libéralisation du commerce extérieur a été un élément essentiel du programme de réformes du gouvernement. La Politique d'exportation et d'importation pour 1992-1997 a éliminé la plupart des restrictions quantitatives visant les importations de matières premières, de biens intermédiaires et de biens d'équipement. Le processus de levée des restrictions quantitatives appliquées aux biens de consommation a commencé. De plus, en octobre 1995, la Politique d'exportation et d'importation a été harmonisée avec la nomenclature commerciale indienne, qui est fondée sur le Système harmonisé de classification des marchandises. Conformément à la décision prise par le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements lors des consultations tenues avec l'Inde en décembre 1995, l'Inde a notifié à l'OMC toutes les restrictions qu'elle continue d'appliquer aux

importations pour des motifs de balance des paiements, y compris les modifications décidées jusqu'au 25 mars 1996. Par souci d'exhaustivité, elle a inclus dans cette notification les restrictions quantitatives appliquées aux importations pour d'autres motifs compatibles avec le GATT.

Dans le cadre de la libéralisation du marché des changes, l'Inde a instauré un taux de change unifié en 1993 et introduit la convertibilité pour les opérations courantes en août 1994. Le redressement de la balance des paiements et la reconstitution des réserves n'ont pas été obtenus par une compression des importations et par des restrictions de change et ont au contraire été accompagnés par une importante libéralisation du commerce extérieur et du marché des changes. Permettez-moi de répéter que l'Inde est attachée à la poursuite de la libéralisation de son commerce extérieur. Comme je l'ai déjà dit, ces dernières années le gouvernement a progressivement supprimé les restrictions quantitatives visant de nombreux produits. Aujourd'hui, ces restrictions ne s'appliquent plus qu'à 30 pour cent environ des lignes tarifaires du SH. De plus, le droit maximum a été ramené de plus de 100 pour cent à quelque 52 pour cent aujourd'hui et la moyenne des droits pondérée par les importations est progressivement tombée de 87 pour cent à 22,7 pour cent sur une période de six ans. Je ne doute pas que tous les Membres conviendront que ce résultat est remarquable et représente un progrès considérable.

L'ensemble des mesures de libéralisation du commerce extérieur et l'accélération de l'activité économique se sont notamment traduits par une très forte augmentation des importations, qui ont progressé de 85 pour cent entre 1991/92 et 1995/96, tandis que les exportations de biens et services n'augmentaient que de 78 pour cent environ. Comme en outre, au départ, les importations étaient déjà plus élevées que les exportations, cette évolution a entraîné un gonflement du déficit commercial qui est passé de 1,5 milliard de dollars EU en 1991/92 à 4,5 milliards de dollars EU en 1995/96. Les réserves n'ont pu être reconstituées que grâce à l'augmentation des recettes invisibles et des entrées de capitaux. Le taux de croissance moyen des recettes invisibles, mesurées en dollars EU, a été de 16,6 pour cent par an durant les cinq dernières années (jusqu'en 1995/96). Les investissements étrangers directs et les investissements de portefeuille sont devenus les principales composantes du compte de capital et leur niveau global est passé de moins de 100 millions de dollars EU en 1990/91 à près de 5 milliards de dollars EU en 1994/95, avant de retomber à 4,2 milliards de dollars en 1995/96.

La lenteur de l'assainissement budgétaire et de la réforme du marché financier est un autre facteur qui complique la gestion de la balance des paiements. Nous sommes fermement décidés à accélérer l'assainissement des finances publiques et la réforme du marché financier, mais jusqu'à présent les progrès ont été inférieurs à nos attentes. Comme le déficit budgétaire est un peu trop important, les taux d'intérêt intérieurs restent relativement élevés, ce qui aggrave la volatilité des flux de capitaux à court terme. Le système financier n'est pas encore assez solide et souple pour s'adapter rapidement à l'évolution de la situation. Nous pensons que la réforme du secteur extérieur pourra être accélérée si le déficit budgétaire est rapidement maîtrisé, si la supervision prudentielle des institutions financières est renforcée et si les mécanismes institutionnels nécessaires pour assurer le dénouement rapide des opérations de change et des compensations de paiement sont mis en place.

La situation de la balance des paiements peut paraître confortable, mais elle requiert une étroite surveillance et appelle une certaine prudence s'agissant de prendre des mesures dans le domaine du commerce extérieur, particulièrement compte tenu de la situation budgétaire, comme le montrent quelques événements qui se sont produits durant l'exercice 1995/96 et les trois premiers semestres de l'exercice en cours.

Premièrement, en 1995/96 les réserves ont diminué de près de 3 milliards de dollars EU. En fait, si l'on tient compte des fluctuations de change, la baisse des réserves a atteint presque 4 milliards de dollars EU l'année dernière. L'aggravation du déficit courant, qui a atteint 1,7 pour cent du PIB en 1995/96 contre 0,9 pour cent durant l'exercice précédent, et un recul de 1,8 milliard de dollars EU

des entrées de capitaux liés à l'émission d'actions sur le marché européen expliquent l'essentiel du recul des réserves en 1995/96.

Deuxièmement, la seconde moitié de l'exercice 1995/96 a été marquée par des assauts spéculatifs réitérés sur la roupie qui s'est dépréciée par rapport au dollar des Etats-Unis, le cours mensuel moyen passant de 31,6 roupies en août 1995 à 36,6 roupies en février 1996. Un certain affaiblissement de la roupie dans la deuxième moitié de l'exercice 1995/96 aurait été conforme aux données fondamentales de l'économie, mais des pressions spéculatives dans un marché relativement étroit ont entraîné une dépréciation excessive. Les mesures judicieuses et rapides prises par la Banque centrale ont rétabli l'ordre sur le marché, et le taux de change est remonté à 34,2 roupies pour 1 dollar en avril 1996, mais ces événements montrent à quel point il importe d'être prudent dans la gestion de la balance des paiements.

Troisièmement, pour la période avril-novembre 1996, les exportations sont estimées à 21,4 milliards de dollars EU, ce qui correspond à une progression de 7,8 pour cent seulement, contre 24,5 pour cent durant la période correspondante de l'année précédente. En novembre 1996, les exportations étaient même en recul de 5,9 pour cent par rapport à novembre 1995. Ce net fléchissement des exportations doit être analysé dans son contexte: chute de la demande d'importations des pays industrialisés, saturation des infrastructures indiennes et forte baisse des importations non pétrolières. Nous sommes très préoccupés par cette évolution et déterminés à y remédier en appliquant les mesures appropriées, d'autant plus que la facture pétrolière s'alourdit rapidement: en partie à cause du raffermissement des cours internationaux, la facture pétrolière exprimée en dollars était en hausse de plus de 41 pour cent en avril-novembre 1996 par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Les besoins d'investissement, particulièrement dans les infrastructures, sont énormes. Le taux d'épargne est insuffisant, ce qui est dû en grande partie au déficit public. L'écart entre l'épargne et l'investissement devrait se creuser encore et, avec l'accélération de la croissance économique, cela devrait entraîner une aggravation du déficit courant. Il nous paraît impératif d'attirer davantage d'investissements étrangers pour combler le déficit courant. Le gouvernement a pris diverses mesures pour faciliter les investissements étrangers et a annoncé un objectif ambitieux, qui est d'attirer 10 milliards de dollars EU d'investissement par an. L'efficacité des efforts déployés à cet effet sera déterminante pour la stabilité de la balance des paiements. Nous sommes optimistes, mais le succès n'est pas garanti.

On a observé ces derniers temps des signes de pressions inflationnistes. La lenteur de l'assainissement budgétaire rend difficile la maîtrise de l'inflation, la préservation de la compétitivité internationale et la gestion de la balance des paiements.

C'est pourquoi il faut surveiller de près l'évolution de la balance des paiements. Le niveau actuel des réserves en devises correspond à quelque quatre mois d'importation de biens et de services. Ces derniers temps, la volatilité de la Bourse indienne s'est en partie répercutée sur les investissements de portefeuille des investisseurs institutionnels étrangers. En outre, le ralentissement de la croissance des exportations, l'augmentation rapide des importations de pétrole et les sorties de capitaux associées au remboursement de 2,2 milliards de dollars EU d'obligations de développement sont des facteurs importants dont il faut tenir compte pour déterminer si les réserves de change sont suffisantes. De plus, les paiements au titre du service de la dette sont passés de 8,2 milliards de dollars EU en 1991/92 à 12,3 milliards de dollars EU en 1995/96.

L'importance accordée au commerce extérieur dans le processus de réforme montre que le gouvernement est pleinement conscient de l'importante contribution que le commerce extérieur peut apporter à la croissance. L'ouverture permet une meilleure spécialisation en fonction de l'avantage

comparatif et cela a des effets manifestes sur le rythme d'expansion de l'économie. L'Inde tient à poursuivre l'élimination progressive des restrictions quantitatives à l'importation, à condition que la situation de la balance des paiements continue à s'améliorer durablement. Il importe d'agir graduellement pour trois raisons. Premièrement, il faut surveiller la situation de la balance des paiements et ajuster soigneusement le rythme de la libéralisation pour éviter une crise des paiements. Le choc de la crise des paiements du début de la décennie et la perte de 4 milliards de dollars EU de réserves en 1995/96 sont encore dans toutes les mémoires et il faut éviter de prendre le risque d'une nouvelle crise. Deuxièmement, la politique budgétaire est encore un peu trop expansionniste et cela exerce des pressions sur la politique monétaire et le marché des changes. La libéralisation du commerce extérieur doit aller de pair avec le renforcement des finances publiques. Troisièmement, la réforme a suscité un consensus démocratique en Inde et le meilleur moyen de faire en sorte que l'opinion publique y reste favorable est de poursuivre la libéralisation de façon graduelle, en évitant toute retombée négative.

La volonté d'assouplir progressivement les restrictions quantitatives est motivée par la conviction qu'il est dans l'intérêt du pays d'avoir un régime d'importation fondé sur les prix et axé sur le marché, et par l'anticipation d'une amélioration durable de l'environnement commercial extérieur. Les restrictions quantitatives sont inefficaces, mais dans la situation indienne, elles garantissent un degré de certitude qu'il n'est pas possible d'obtenir avec des mesures fondées sur les prix. Par conséquent, s'il est vrai que ces restrictions *doivent* être levées, il est préférable d'avancer prudemment, en tâtant le terrain. Une levée hâtive des restrictions quantitatives qui risquerait de compromettre la stabilité de l'économie ou le processus de réforme lui-même ne peut qu'être très préjudiciable non seulement à l'Inde, mais aussi aux investisseurs étrangers et aux partenaires commerciaux qui ont tout intérêt à ce que l'économie indienne reste sur la voie d'un développement durable. Apparemment, les audacieuses mesures de réformes prises par le gouvernement ont un effet positif sur le dynamisme de l'économie indienne. Il convient d'accompagner ce processus en poursuivant la restructuration et la libéralisation, mais en ajustant soigneusement la cadence des réformes pour éviter de prendre des risques superflus et de créer trop de difficultés d'adaptation. Le meilleur moyen de préserver le consensus populaire qui s'est formé en Inde autour du processus de réforme est de continuer de se hâter lentement et telle est la politique que nous poursuivons.

Monsieur le Président, mes collègues et moi-même sommes à votre disposition pour répondre à vos questions et observations et à celles des membres du Comité. La délégation indienne compte sur la compréhension du Comité.

## ANNEXE II

### Déclaration du représentant du FMI

1. Les réformes des cinq dernières années ont déjà permis des gains importants. Sous l'effet de la profonde transformation de l'économie indienne qui est maintenant engagée, la croissance a progressé rapidement. En même temps, une politique monétaire prudente a contribué à réduire l'inflation, tandis que la situation extérieure reste saine, malgré l'aggravation du déficit des opérations courantes. Toutefois, pour préserver ces progrès économiques, le nouveau gouvernement devra prendre des mesures énergiques et difficiles; en particulier, il faudra réduire le déficit budgétaire qui reste élevé et relancer le programme de réforme.
2. Le nouveau gouvernement a hérité d'une économie en forte croissance. Le PIB réel a augmenté de 6½ pour cent en 1995/96 (l'exercice va du 1er avril au 31 mars), grâce notamment au dynamisme de l'investissement et des exportations. En 1996/97, jusqu'à présent, le rythme de croissance de la production industrielle a un peu diminué, ce qui est dû à des difficultés d'approvisionnement dans certains secteurs (notamment l'électricité et la production pétrolière), qui résultent de l'insuffisance des investissements pendant plusieurs années. Toutefois, la production agricole devrait bénéficier d'une mousson particulièrement favorable. La croissance réelle du PIB devrait rester supérieure à 6 pour cent en 1996/97.
3. L'inflation est restée modérée au cours de l'année écoulée. Grâce à une politique monétaire rigoureuse et au fait que l'ajustement des prix administrés a été différé jusqu'aux élections, le taux d'inflation des prix de gros, qui est le principal indicateur employé par les autorités, est tombé à 4½ pour cent en 1995/96. Ces derniers mois, il est monté jusqu'à 6½ pour cent environ, ce qui est dû notamment à la répercussion d'une majoration de 20 pour cent du prix des produits pétroliers en juillet 1996 et à l'augmentation des prix alimentaires.
4. Comme le déficit budgétaire est important, la stabilisation a reposé pour l'essentiel sur la politique monétaire. En 1995/96, la politique monétaire a été très restrictive et la croissance de la masse monétaire s'est ralentie. En outre, la faiblesse de la bourse et le ralentissement des entrées de capitaux ont entraîné une contraction des liquidités et les taux d'intérêt ont fortement augmenté. Au début de 1996/97, les autorités, craignant que la tension sur les taux d'intérêt ne commence à freiner la croissance, ont un peu assoupli la politique monétaire, ce qui a entraîné une baisse des taux d'intérêt et en particulier de taux courts. Néanmoins, la croissance de la masse monétaire au sens large est restée conforme aux objectifs, soit 15½ à 16 pour cent pour l'ensemble de l'exercice 1996/97, ce qui devrait être compatible avec la croissance réelle du PIB escomptée et l'objectif de maintenir l'inflation dans une fourchette de 6 à 7 pour cent. Il importe que les autorités n'abandonnent pas cet objectif et réagissent promptement pour maîtriser la croissance de la masse monétaire si l'inflation continue d'augmenter ou si la position extérieure se dégrade.
5. Le déficit budgétaire a été réduit ces dernières années mais il reste trop élevé. Le déficit consolidé du secteur public (administrations centrales, entreprises publiques centrales, compte pétrolier et gouvernements des Etats) était encore d'environ 9 pour cent du PIB en 1995/96, contre 12 pour cent en 1990/91. Le déficit des administrations centrales a légèrement diminué en 1995/96, atteignant 5,7 pour cent du PIB (l'objectif budgétaire était de 5,5 pour cent), la vigueur de l'activité économique ayant entraîné une forte augmentation des recettes fiscales qui a compensé le fait que le produit des privatisations a été inférieur aux prévisions. Les dépassements enregistrés au titre des subventions et des programmes sociaux ont été largement compensés par une réduction des dépenses d'équipement. La contribution des Etats à l'assainissement budgétaire a été moins importante et ces dernières années

leur situation financière s'est détériorée, en ce sens que les intérêts et autres dépenses courantes ont absorbé une part croissante de leurs recettes.

6. Le nouveau gouvernement a annoncé qu'il avait l'intention de poursuivre l'assainissement budgétaire, quoique de façon progressive, se fixant pour objectif de ramener le déficit des administrations centrales à moins de 4 pour cent du PIB d'ici quelques années. Dans un premier temps, le budget 1996/97 vise à contenir le déficit des administrations centrales à 5 pour cent du PIB. Le budget prévoit un impôt minimum sur les bénéfices comptables des entreprises, mesure qui devrait sensiblement élargir l'assiette fiscale. En outre, il a notablement réduit les droits d'importation sur tout un éventail de matières premières et de produits intermédiaires. Les crédits alloués au secteur social, aux infrastructures et au subventionnement des engrais ont nettement augmenté, et une importante provision a été prévue pour faire face à l'impact des hausses de salaires qui vont probablement être décidées en réponse aux recommandations que la Commission des rémunérations doit formuler plus tard dans l'année. Le budget prévoyait une augmentation sensible des recettes de privatisation, ce qui aujourd'hui paraît trop optimiste. En raison de ce manque à gagner et des dépassements enregistrés dans certains domaines (en particulier subventions des aliments et des engrais et défense nationale), le déficit pour 1996/97 sera probablement d'environ 5½ pour cent du PIB.

7. Le Fonds pense qu'une stratégie de redressement budgétaire plus audacieuse est nécessaire pour réduire les pressions qui s'exercent sur les taux d'intérêt, rendre l'économie moins sensible aux fluctuations extérieures et renforcer les bases qui permettront d'obtenir durablement le taux de croissance plus élevé que les autorités souhaitent à juste titre. A cet effet, il faudrait dans le budget 1997/98 tirer parti de la situation conjoncturelle favorable de l'économie nationale et de l'environnement économique mondial pour lancer une offensive budgétaire vigoureuse privilégiant des mesures à effet rapide. Pour l'essentiel, la réduction du déficit devrait résulter d'une amélioration du recouvrement (élimination d'exonérations fiscales, élargissement de l'assiette et introduction de la TVA au niveau des Etats). Un effort énergique de réduction des dépenses dans les domaines tels que les subventions et la masse salariale devrait contribuer à libérer des ressources pour des activités prioritaires comme les investissements d'infrastructure et les programmes sociaux. En outre, il faudrait que les Etats apportent une contribution accrue à la réduction du déficit et il convient de les encourager en même temps à réformer leur propre gestion budgétaire.

8. Après plusieurs années d'excédent, la balance des paiements indienne est devenue déficitaire en 1995/96. Le déficit des opérations courantes s'est creusé jusqu'à atteindre 1½ pour cent du PIB, car la vigueur des importations liée à l'augmentation de la demande intérieure a plus que contrebalancé la progression des exportations, qui reste rapide. Les entrées de capitaux au titre des investissements de portefeuille ont diminué mais les investissements directs ont continué de croître. Les autorités ont répondu à plusieurs assauts spéculatifs contre la roupie au moyen d'interventions complétées par des mesures de restriction monétaire, tout en prenant des dispositions administratives visant à décourager les activités spéculatives. Depuis février 1996, les pressions sur le taux de change se sont atténuées, grâce à la décélération de la croissance des importations et au gonflement des entrées de capitaux privés. Dans ces conditions, la Banque centrale a pu reconstituer ses réserves internationales en prévision des importants remboursements d'emprunts qui viennent à échéance au début de 1997. Ces derniers mois, le taux de change de la roupie a fluctué dans une fourchette relativement étroite.

9. Pour l'ensemble de l'exercice 1996/97, la balance des paiements devrait dégager un léger excédent. Le déficit courant devrait légèrement augmenter jusqu'à atteindre environ 1¼ pour cent du PIB, tandis que la croissance des exportations comme celle des importations devrait se ralentir. La décélération des importations sera probablement particulièrement prononcée, malgré une forte hausse des importations de pétrole, sous l'effet notamment de la modération de la croissance industrielle. En même temps, l'excédent du compte de capital devrait notablement augmenter, car la concentration du remboursement des emprunts contractés lors de la crise des paiements de 1990/91 sera largement

contrebalancée par l'augmentation des entrées de capitaux privés, en particulier sous forme d'investissements de portefeuille et d'emprunts commerciaux à l'étranger. Les réserves internationales brutes devraient augmenter d'environ 1½ milliard de dollars, pour s'établir aux alentours de 18½ milliards de dollars en fin d'année, niveau confortable puisqu'il correspond à cinq mois d'importations, tandis que l'encours de la dette à court terme n'est que de 5 milliards de dollars et le stock des investissements de portefeuille représente 14 milliards de dollars. Le cours actuel de la roupie semble se situer à un niveau adéquat compte tenu des circonstances, mais il convient de garder une certaine marge de manoeuvre dans la gestion du taux de change, en étroite coordination avec l'emploi des autres instruments de politique macro-économique.

10. A moyen terme, le déficit des opérations courantes va probablement continuer de se creuser, en raison de l'augmentation des investissements d'infrastructure et de la poursuite de la libéralisation du commerce extérieur, malgré le fait que l'ouverture de l'économie devrait améliorer les perspectives à l'exportation. Les entrées de capitaux privés devraient rester soutenues, l'investissement étranger direct complétant les investissements de portefeuille et les emprunts extérieurs. Des mesures supplémentaires de libéralisation des opérations en capital devraient stimuler ces entrées de fonds, et il convient de favoriser en priorité les investissements directs et les investissements de portefeuille. A condition que la politique macro-économique reste prudente - et notamment que l'assainissement budgétaire progresse de façon satisfaisante - cela devrait être parfaitement compatible avec le maintien de la stabilité extérieure. En fait, même si le déficit courant devait progressivement augmenter jusqu'à atteindre 3 à 4 pour cent du PIB, cela n'empêcherait pas de ramener le ratio du service de la dette à moins de 20 pour cent d'ici quelques années, contre 26 pour cent cette année. Toutefois, il faut éviter de trop recourir à l'épargne extérieure tant que l'assainissement budgétaire n'aura pas suffisamment progressé.

11. Durant la période préélectorale, le processus de réforme structurelle a été graduel et les progrès les plus importants ont été réalisés dans le secteur financier, avec la libéralisation des taux d'intérêt et la poursuite de la réforme du marché des capitaux (notamment les mesures visant à développer le marché des titres d'Etat). Le nouveau gouvernement a l'intention de poursuivre la réforme sur un large front, ainsi qu'il l'a indiqué dans son programme minimum commun, et a pris plusieurs initiatives, notamment pour réformer la fiscalité et poursuivre la libéralisation du régime des investissements. Il convient de se féliciter de ces mesures mais le chemin qui reste à parcourir est encore long et difficile. Il importe de tirer parti de la situation économique actuelle qui est plutôt favorable pour relancer la réforme en élaborant sans tarder une stratégie d'ensemble. Les principaux objectifs devraient être les suivants: établir un cadre institutionnel favorisant la participation du secteur privé aux investissements d'infrastructure afin d'aider à éliminer les principaux goulots d'étranglement; poursuivre la réforme financière afin de renforcer les banques du secteur public, de favoriser le développement d'un marché des capitaux efficace et de renforcer la supervision d'un système financier en évolution rapide; privatiser et restructurer les entreprises publiques pour améliorer en profondeur leur gestion; réduire les barrières à la sortie pour faciliter le redéploiement des ressources bloquées dans des activités improductives.

12. La réforme du commerce extérieur devrait aussi être prioritaire. D'importants progrès ont été réalisés au cours des cinq dernières années et la moyenne des droits de douane pondérée par les importations est passée de 87 pour cent en 1990/91 à moins de 23 pour cent en 1996/97. Néanmoins, les droits de douane restent élevés comparés à ceux des autres pays d'Asie de l'Est et, malgré certains progrès récents, la plupart des biens de consommation restent assujettis à des restrictions quantitatives. L'abaissement des droits de douane sur les matières premières et les biens intermédiaires décidé dans le budget 1996/97 était une bonne mesure, mais a pour effet d'accroître encore le taux de protection effective des biens de consommation, qui était déjà élevé. Des mesures rapides et l'adoption d'un échéancier précis pour le démantèlement des restrictions quantitatives qui s'appliquent toujours aux importations de biens de consommation - accompagnées par un assouplissement du régime qui réserve de nombreux produits manufacturés à des petites entreprises - contribueraient à réduire les distorsions

qui faussent l'allocation des investissements et favoriseraient l'édification d'une industrie de biens de consommation efficace et axée sur l'exportation. De plus, le Fonds pense qu'il est tout à fait possible de gérer la situation extérieure au moyen d'instruments de politique macro-économique sans recourir à des restrictions quantitatives. Il estime donc qu'il convient de démanteler les restrictions quantitatives dans des délais relativement brefs; dans un premier temps, les droits de douane visant les biens de consommation dont l'importation est actuellement limitée pourraient être fixés à un niveau relativement élevé, proche du haut de la fourchette des droits appliqués, mais ils devraient être progressivement réduits selon un calendrier prédéterminé.